

Intro... |

APRÈS LA RÉVOLUTION D'OCTOBRE...

Dans un long papier consacré à l'ouvrage d'Eric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle (1914-1991)*, Enzo Traverso insiste avec pertinence sur la vision de ce « communiste tory » qui « tient les crimes du stalinisme pour inévitables, quoique regrettables, en les inscrivant dans un contexte objectif qui ne laissait pas d'alternatives » (*RILI*, mars-avril 2009, p. 15). Cette forme de légitimation du stalinisme n'est pas nouvelle. Pourtant Hobsbawm a abusé plus d'un lecteur à ce propos.

Cela dit, une question surgit : quels rapports existent-ils entre le régime stalinien et la politique des « bolcheviques au pouvoir » ? Qu'une différence qualitative existe entre les années 1917-1921/22 et la période stalinienne – depuis 1928 – il est difficile de le nier. Toutefois, il est impératif d'examiner ce qui a pu constituer des éléments de continuité.

Dans sa préface à la première publication, en 1922, du célèbre texte de Rosa Luxemburg *La révolution russe* (écrit en automne 1918), Paul Levi posait la question des transformations à l'œuvre dans l'organisation du pouvoir qui reposait, de plus en plus, sur la « force organisationnelle » d'un parti bolchevique déjà altéré. Ce que Moshe Lewin, dans *Le siècle soviétique* (2003), à sa manière, tente de cerner en mettant l'accent sur les « univers politiques et culturels très dissemblables qui coexistaient », au début des années 1920, au sein du même parti.

Depuis les années 1918 – parmi les courants socialistes et révolutionnaires – le débat n'a cessé sur « le destin de la révolution » [1]. Ce qui indique, à sa façon, l'importance de la Révolution d'Octobre 1917. Car, il faut la replacer dans le contexte de la guerre de 1914-1918 et dans cette phase d'essor sans pareil des luttes ouvrières qui s'ensuivit en Europe. Elles suscitèrent des frayeurs très réelles au sein des classes dominantes. Ces dernières firent d'ailleurs tout pour tenter d'écraser, pour isoler et saigner ce « communisme au pouvoir », dans un pays brutalisé et avant tout paysan. En ce sens, le stalinisme est aussi le produit de la vaste entreprise contre-révolutionnaire des bourgeoisies d'Europe. Ce qui est trop aisément « oublié ». En outre, les dominants réussirent à infliger des déroutes – avec l'aide et la complicité de partis sociaux-démocrates ayant soutenu « l'effort de guerre » – à divers prolétariats (Autriche, Allemagne, Italie, etc.). Le processus ayant conduit à ces défaites devrait continuer d'offrir un champ utile de réflexions politiques et stratégiques, au présent, malgré les dissem-

blances colossales entre la conformation d'ensemble de ces deux débuts de siècle.

Les articles consacrés respectivement par Steve Smith et Samuel Farber aux ouvrages d'Alexander Rabonowitch, *The Bolsheviks in Power. The First Year of Soviet Rule in Petrograd* (2007), et de Simon Pirani, *The Russian Revolution in Retreat, 1920-1924* (2008), donnent leur vraie importance à ces travaux et nourrissent une discussion obligée. Ne serait-ce que parce que le débat sur « le socialisme du XXIe siècle » ne peut partir de zéro ou de la seule « expérience bolivarienne ». Il exige et mérite mieux.

L'ouvrage de Simon Pirani, sur la base d'un examen minutieux d'archives, vise à montrer la « montée d'un appareil » et la « mise au pas » des diverses oppositions « de gauche » et ouvrières. De ce point de vue, il trace un fort élément de continuité, si ce n'est plus, entre les pratiques du parti léniniste au pouvoir et le stalinisme. Une affirmation sous-tend une partie de l'argumentation de Pirani. Elle n'est pas discutée par Farber. A ce propos, selon nous, Pirani confond l'existence d'un ensemble de travailleurs – y compris des employés (qui à cette époque avaient un statut fort différent d'aujourd'hui) – avec l'existence d'une classe ouvrière qui s'est forgée jusqu'en 1918 au travers de luttes « syndicales » et politiques, ainsi que par l'expérience de création et d'animation de soviets, sans même mentionner l'insurrection de Février 1917. Ce point de vue reflète les limites de l'analyse sociologique de Pirani. Or, c'est cette classe-là, décimée dans la guerre civile – et non pas d'un nombre donné de salariés –, dont Deutscher ou David Mandel parlent lorsqu'ils soulignent le « vide » dans lequel se trouve le parti bolchevique en 1920. L'espace sera vite occupé par un magma de « *na sluzbe* » [2] qui se coulera dans les listes de la « nomenklatura », dès 1920.

Les deux ouvrages, chacun à leur façon, montrent que sans tomber dans l'histoire contre-factuelle – l'uchronie – les débats et affrontements sur les « alternatives » étaient plus amples que ce qui est généralement retracé. Et volontairement ignoré par Hobsbawm. (cau)

[1] Voir à ce propos Marcel van der Linden, *Western Marxism and the Soviet Union*, Haymarket Books, Chicago, 2009, 374 p.

[2] C'est-à-dire ceux qui entraient dans l'administration dans ces années d'extrême précarité. Voir Nicolas Werth, « Qui étaient les premiers Tchékistes ? », *Cahiers du Monde russe et soviétique*, octobre-décembre 1991, pp. 501-512.

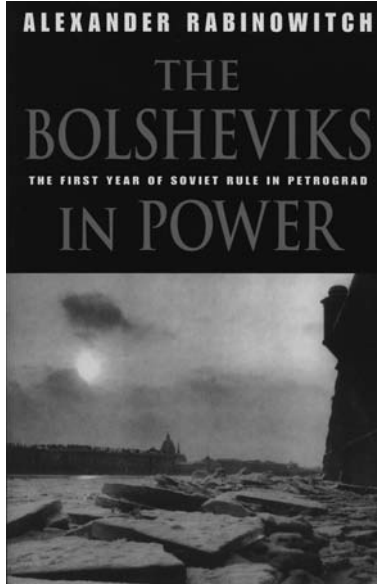
ALEXANDER RABINOWITCH

THE BOLSHEVIKS IN POWER

THE FIRST YEAR OF SOVIET RULE IN PETROGRAD

Indiana University Press, Bloomington, 2007, 496 p.

Une analyse de Steve A. Smith*



L'écriture de l'histoire est toujours mêlée à la politique du présent. Il n'est donc guère surprenant que la fin de la Guerre froide et la chute de l'Union soviétique en 1991 aient conduit à un renouvellement important de l'historiographie de la Révolution russe. Durant les années 1970 et 1980, une jeune génération d'historiens qui s'inspirait de la nouvelle histoire sociale et de « l'histoire par en bas » avait contesté d'une façon novatrice l'interprétation « totalitaire » de la Révolution d'Octobre qui dominait alors. Celle-ci avait écrit l'histoire de 1917 en termes d'échec des libéraux et d'extrémisme bolchevique. Elle voyait donc la prise du pouvoir par les bolcheviques comme un coup d'Etat réalisé par un parti dictatorial à la faveur d'un effondrement général de l'ordre et de la loi dans la société. Les nouveaux historiens sociaux, les « révisionnistes » comme on en vint rapidement à les nommer, se consacraient

* Steve Smith est professeur à la University of Essex et est détaché à l'European University Institute de Florence. Il a publié en 1983 *Red Petrograd: Revolution in the Factories, 1917-1918* (Cambridge University Press). En 2002, Oxford University Press édite son introduction à *The Russian Revolution*. Puis il se consacra à l'histoire du mouvement communiste à Shanghai. On peut citer en particulier *Like Cattle and Horses, Nationalism and Labor in Shanghai, 1895-1927* (Duke University Press, 2001). Son ouvrage le plus récent s'intitule *Revolution and the People in Russia and China. A Comparative History* (Cambridge University Press, 2008). Ce compte rendu critique a été publié dans la *New Left Review* de juillet/août 2008. Les intertitres sont de la rédaction de la revue *La brèche*.

pour leur part à élargir l'étude historique afin d'examiner les conséquences de la révolution sur la société tout entière, analysant tour à tour l'impact des Révolutions de Février et d'Octobre sur les campagnes, les villes, l'armée, sur l'économie et sur la vie culturelle. Ils ont introduit une nouvelle rigueur théorique en même temps qu'ils exploitaient de nouveaux types de sources. Surtout ils ont cherché à déplacer l'attention de la recherche historique des élites politiques vers les classes subalternes et, ce faisant, à remettre en question la représentation des idées et des activités politiques des couches populaires comme une pure anarchie.

LE « PARADIGME TOTALITAIRE »

A partir des années 1980, cette approche révisionniste a elle-même été contestée par deux courants différents. En premier lieu, le paradigme totalitaire a été relancé, d'abord lentement avec l'ascension du néo-conservatisme aux États-Unis, puis plus rapidement suite à la chute du bloc communiste. Deux ouvrages majeurs émanant d'historiens appartenant à la première génération de l'école « totalitaire », *The Russian Revolution* par Richard Pipes (1990) [*La révolution russe*, PUF 1993] et *The Soviet Tragedy. History of Socialism in Russia, 1917-1991* par Martin Malia (1994) [*La tragédie soviétique. Histoire du socialisme en Russie, 1917-1991*, Seuil, 1995] ont paru en fait seulement après l'effondrement du communisme. Tous les deux, à leurs manières différentes, ont accusé les révisionnistes de minimiser l'autonomie de la politique en faisant, selon les mots de Malia, du « processus social le principe explicatif du communisme ». Pire, ils les ont accusés de chercher à « normaliser » le régime soviétique et même à disculper ses dirigeants de l'atroce « expérimentation » qu'ils ont imposée au malheureux peuple russe.

Durant un temps, l'interprétation totalitaire rénovée a joui d'une forte influence dans les pays anciennement communistes. C'est ainsi qu'en 1997 en Russie, par exemple, a paru un ouvrage important de Vladimir Buldakov, le secrétaire général de la Commission internationale pour l'étude de l'histoire de la Révolution d'Octobre. Dans son ouvrage intitulé *Krasnaia Smuta (Le rouge temps des troubles)*, il proposait une analyse « psycho-mentale » de la révolution de 1917 en l'interprétant en termes de « furie des masses » d'une part, de « schizophrénie doctrinale de l'intelligentsia » d'autre part.

Le second défi à l'école révisionniste a surgi au sein de l'université occidentale, dans la foulée du « tournant linguistique » des années 1980 et de l'essor de la « nouvelle histoire sociale ». L'attention analytique s'est déplacée des phénomènes politiques et sociologiques – tels que la crise de l'autocratie, le développement d'un mouvement révolutionnaire et la formation des classes sociales – pour tendre vers une approche qui soulignait la fluidité des groupes sociaux et les façons différentes par lesquelles des identités sociales étaient construites au sein des divers domaines culturels. Cette approche « post-révisionniste » – qui s'appuyait sur les travaux des révisionnistes mêmes auxquels elle s'attaquait – a entre autres mis en question un accent unilatéral placé sur le traditionalisme de la société de la Russie tsariste tardive, en mettant en évidence en lieu et place comment la Russie, puis l'Union soviétique se sont trouvées entraînées dans un mouvement de la modernité s'étendant à toute l'Europe.



LES PREMIÈRES CONTRIBUTIONS DE RABINOWITCH

Alexander Rabinowitch, bien qu'il n'ait jamais été un historien social, a été depuis la fin des années 1960 une figure majeure du camp révisionniste. Ses recherches, qui visaient à discréditer la conception de Guerre froide qui envisageait le Parti bolchevique comme une « arme organisationnelle » super-centralisée, se sont révélées avoir une très forte influence. Il a d'abord esquissé ses idées dans son livre de 1968 *Prelude to Revolution. The Petrograd Bolsheviks and July 1917 Uprising* [Indiana University], une étude des « Journées de Juillet » 1917 [1]. Il y établissait qu'elles n'avaient pas été une tentative conspirative de la part de Lénine et du Comité central bolchevique pour prendre le pouvoir à Petrograd, mais bien plutôt une action militaire plus spontanée de niveaux inférieurs du parti, impliquant des soldats de la garnison de Petrograd, des marins de Kronstadt et des ouvriers métallurgistes radicalisés, qui tous étaient impatients de forcer l'exécutif du soviet de Petrograd à former un gouvernement exclusivement basé sur les soviets. Rabinowitch a alors publié en 1976 son ouvrage majeur, *The Bolsheviks Come to Power. The Revolution of 1917 in Petrograd* [Norton and Company, républié en 2004 par Haymarket], une étude impressionnante de détails qui a rejeté l'idée d'Octobre comme un coup d'Etat militaire préparé par un parti ultra-discipliné jouissant de peu de soutien populaire. Il y montrait que l'action avait l'appui des travailleurs et des soldats de la capitale, las de la guerre, inquiets de la menace d'un chômage massif et de la pénurie alimentaire, et enthousiasmés par la perspective d'un ordre socialiste basé sur une égalité de classe poussée très loin.

De manière plus discutable, il argumentait que le succès des bolcheviques était dû non pas au caractère discipliné et hiérarchique du parti, mais à sa flexibilité et au fait qu'il « suivait sa base plutôt que l'inverse ». Mais si le parti avait été effectivement « ouvert, relativement démocratique et décentralisé », cela ne faisait que soulever avec une nouvelle force la question de savoir comment il en est venu à transcroître si rapidement en une organisation hautement autoritaire et bureaucratique. Trente ans plus tard, c'est à cette question même que l'auteur est revenu. Cela valait la peine d'attendre.

UNE ÉTUDE RENOUELÉE PAR L'ACCÈS AUX ARCHIVES

Le livre est une étude méticuleuse, et d'un grain très fin, de la première année du « pouvoir soviétique » à Petrograd. C'est une période qui vit la ville perdre au profit de Moscou son statut de capitale de la Russie soviétique. Prenant le contre-pied de la tendance de l'historiographie post-communiste à utiliser un point de vue stigmatisant et moralisateur à l'égard de la prise du pouvoir par les bolcheviques, Rabinowitch s'en tient à un ton froid et scrupuleusement mesuré dans les jugements qu'il porte.

Il a joué d'un accès sans pareil aux archives, y compris celles du FSB [Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie] qui a succédé au KGB [Comité pour la sécurité de l'Etat, 1954-1991]. Bien qu'il soit possible qu'une documentation supplémentaire devienne accessible à l'avenir, on peut à juste titre

considérer que son livre apporte une histoire politique qui fera autorité de la ville durant la première année du pouvoir bolchevique. Grâce à beaucoup de matériel nouveau et à des idées originales, il analyse la prise de décision à tous les niveaux du parti bolchevique à Petrograd, l'évolution des institutions du parti et du gouvernement dans la ville, ainsi que les modifications de l'ambiance politique populaire. Les grandes lignes de l'histoire qu'il raconte sont familières. Toutefois, de nouveaux détails modifient notre compréhension de certains événements clés, tels que la création du Conseil des commissaires du peuple (Sovnarkom [2]), la création de la Tcheka, ou la formation de la coalition gouvernementale des bolcheviques avec les Socialistes révolutionnaires de gauche (SRs) [3]. Son récit est une histoire politique qui n'essaie pas de couvrir les développements économiques, sociaux ou culturels d'une manière qui serait complète. Néanmoins, en situant l'émergence d'un Etat de parti unique parmi les multiples crises politiques, militaires et économiques, son récit souligne la force du projet révisionniste qui entend enraciner la politique dans un contexte socio-économique.

Le livre est divisé en quatre parties. La première couvre la période d'octobre 1917 à la dissolution de l'Assemblée constituante les 5-6 janvier 1918 [4]. Ce fut une période où le nouveau gouvernement bolchevique était fragile, menacé d'un côté par une résistance armée, et de l'autre par une grève des fonctionnaires de l'administration. Le récit que fait Rabinowitch de ces mois-là se concentre sur la lutte de Lénine contre les modérés de son propre parti, dont Rabinowitch est le premier à souligner l'étendue de l'influence. Les modérés, conduits par Kamenev et par Zinoviev – qui, comme on le sait, s'étaient opposés à la prise du pouvoir – comprenaient les membres du Comité central Rykov, Noguine et Milioutine, plus quelques autres qui partageaient leur souci que toute tentative des bolcheviques de gouverner seuls conduirait à la « terreur politique ». Rabinowitch confirme l'analyse, que David Mandel [5] fut le premier à proposer, selon laquelle la compréhension populaire du slogan « Tout le pouvoir aux soviets » divergeait considérablement de celle de Lénine qui en avait été le principal auteur. Pour la majorité des ouvriers et soldats, le « pouvoir soviétique » signifiait avant tout une rupture décisive avec la politique de coalition du Gouvernement provisoire qui depuis mai 1917 avait été basé sur une alliance des sociaux-démocrates avec des bourgeois libéraux. Il n'avait jamais été très clair quelle forme précise un gouvernement soviétique devait prendre, mais il existait un accord assez général qu'il devrait inclure tous les partis socialistes représentés dans les soviets, depuis les Socialistes révolutionnaires favorables à la guerre jusqu'aux bolcheviques.

Les modérés au sein du parti bolchevique souscrivaient pleinement à cette conception que Lénine, cependant, refusait absolument. Il rejetait l'idée que les mencheviques et les Socialistes révolutionnaires, opposés par principe au pouvoir soviétique, puissent avoir une quelconque place dans un gouvernement soviétique. Par conséquent, il passa outre et forma un Sovnarkom exclusivement bolchevique. Les modérés furent cependant suffisamment forts pour contraindre Lénine et ses partisans, parmi lesquels Trotsky, à participer à des négocia-

tions visant à former un gouvernement de coalition basé sur tous les partis socialistes. D'une manière surprenante, Rabinowitch évalue les chances de succès de ces pourparlers comme ayant été assez élevées. Il affirme qu'ils ont échoué largement à cause de l'intransigeance de Lénine. Néanmoins, même avec de la bonne volonté de la part de Lénine, on voit mal comment un accord aurait pu être négocié entre les SR de droite et les mencheviques, d'une part, qui croyaient qu'il fallait un gouvernement démocratique avec une large base puisque la Russie était toujours encore dans la phase bourgeoise de la Révolution, et, d'autre part, les bolcheviques et les SR de gauche, qui estimaient qu'ils étaient embarqués dans une Révolution socialiste internationale et que tout gouvernement socialiste devait par principe exclure les classes possédantes et privilégiées. D'une manière prévisible, les pourparlers échouèrent donc, laissant les bolcheviques gouverner seuls durant quelques semaines. La proclamation des décrets sur la paix et sur la terre [8 novembre 1917] assura au nouveau gouvernement une grande popularité à Petrograd, attestée en novembre par son excellent résultat aux élections à l'Assemblée constituante.

La signification de la dissolution de l'Assemblée constituante [janvier 1918] – un acte approuvé par les SR de gauche devenus entre-temps les associés des bolcheviques dans le gouvernement – a été beaucoup discutée par l'historiographie post-communiste. Après tout, cette dissolution a représenté la mort du premier gouvernement parlementaire de la Russie après juste un jour, son dernier gouvernement de ce type pour presque trois quarts de siècle. Rabinowitch ne commente pas la signification plus large de cette dissolution. Il choisit plutôt de souligner qu'elle a représenté la disparition du bolchevisme modéré. Il est vrai que, comme il le fait remarquer, la dissolution a provoqué peu d'opposition populaire, puisque les paysans qui avaient voté avec empressement en novembre avaient perdu leur intérêt dans l'Assemblée constituante à partir du moment où il était devenu clair que leurs prétentions aux terres de la petite noblesse étaient assurées. Néanmoins, le feu nourri de balles de fusil avec lequel on accueillit les dizaines de milliers de personnes qui manifestèrent le 5 janvier 1918 en faveur de l'Assemblée, suivi de sa brusque fermeture quelques heures plus tard, témoigne de la disposition des bolcheviques à pousser en avant la Révolution non seulement contre les possédants, mais aussi contre les socialistes modérés qui jouissaient encore d'un large soutien.

LA « DOMINATION » DES SOVIETS

La deuxième partie de livre est centrée sur les divisions amères que provoquèrent parmi les bolcheviques les longues négociations de paix avec l'Allemagne. Cela culmina avec l'avance de l'armée allemande sur Petrograd en mars 1918, la signature du draconien Traité de Brest-Litovsk et la fuite précipitée du gouvernement à Moscou. Rabinowitch souligne à nouveau le rôle dominant que joua Lénine qui était, depuis décembre 1917, convaincu qu'un accord universel entre toutes les puissances en guerre pour une paix démocratique n'était pas à portée et qu'il ne restait plus qu'à accepter les termes de l'Allemagne, malgré leur rigueur punitive. Cette fois, c'est l'aile gauche du parti, formellement constituée en fraction communiste de

gauche, qui s'opposa à Lénine. A Petrograd, ce courant constituait la majorité du parti, au niveau de la ville et de ses arrondissements. Appuyée par les Socialistes révolutionnaires de gauche, cette fraction argumentait que la signature de cette « paix obscène » affaiblirait mortellement la Révolution allemande. Ses membres militaient en faveur d'une guerre de partisans derrière les lignes allemandes, dans l'espoir que cela soulèverait une résistance populaire aux occupants. Le XXe siècle peut avoir montré plus tard des épisodes de guerre de guérilla de ce type couronnés de succès. Mais les rapports sur les soldats russes qui fuyaient le front en masse indiquent que Lénine fut profondément réaliste dans son jugement sur les chances à court terme d'une telle guérilla. ➤

63

[1] Marc Ferro en avait fait un compte rendu dans la revue *Annales*, 1979, vol. 34, n° 4, pp. 898-899. Marc Ferro y affirmait : « Rabinowitch découvre et démontre ce qu'on n'attendait pas : en juillet 1917, le parti bolchevik n'est pas une organisation centralisée, disciplinée, divisée seulement par des conflits stratégiques et théoriques, mais une stratification d'instances relativement autonomes les unes par rapport aux autres, non parce que le parti est ou se veut démocratique mais bien parce que ses instances dirigeantes, très divisées, sont incapables de gérer une politique qu'elles n'arrivent pas à définir. Qu'il y ait eu des conflits, débattus démocratiquement au Comité central de 1917, on le savait ; on ignorait, en revanche, et Rabinowitch le met à jour, que l'organisation militaire bolchevik, d'une part, le Comité de Petrograd, d'autre part, agissent en juillet sans en référer au Comité central... Rabinowitch montrait que le parti bolchevik de 1917 était à la fois démocratique dans la pratique de ses instances supérieures ; centraliste en son principe ; mais décentralisé et indiscipliné dans son fonctionnement réel. » (Réd.)

[2] Le 27 octobre 1917, le Second Congrès des Soviets adopte un décret proposé par Kamenev, concernant la formation du Soviet Narodnykh Komissarov (acronyme russe : Sovnarkom), soit le Conseil des commissaires du peuple. Il était censé assurer « l'administration du pays jusqu'à la réunion de l'Assemblée constituante », selon la formulation du décret. Lénine en avait la présidence. Des « commissions » – dont « la composition devait assurer la mise en oeuvre du programme adopté par le Congrès [des soviets] en étroite unité avec les organisations de masse des travailleurs et travailleuses, des marins, des soldats, des paysans et des employés » – avaient à leur tête, pour faire exemple : Rykov (affaires internes), Nogin (commerce et industrie), Lunacharsky (éducation), Staline (nationalités), Trotsky (affaires étrangères), Skvortsov-Stepanov (finance), Chliapnikov (travail), Teodorovich (approvisionnement en biens alimentaires). Pour une courte période fut mis sur pied un Comité responsable des affaires militaires à la tête duquel se trouvaient Antonov-Ovseyenko, Krylenko et Dybenko. (Réd.)

[3] Le Parti socialiste-révolutionnaire de gauche est issu d'une scission du Parti socialiste-révolutionnaire en septembre 1917, rupture portant, entre autres, sur la question du soutien au Gouvernement provisoire. (Réd.)

[4] Voir à ce propos pp. 121-127 de l'ouvrage d'A. Rabinowitch. A 5 heures du matin, le 6 janvier, la séance de l'Assemblée constituante est suspendue. La dissolution formelle sera acceptée plus tard ce même jour par le Sovnarkom et confirmée par le Comité central exécutif des délégués des travailleurs et des soldats de toute la Russie. (Réd.)

[5] David Mandel, *The Petrograd Workers and Fall of the Old Regime. From the February Revolution to the July Days, 1917*, London, Macmillan, 1983 ; *The Petrograd Workers and the Soviet Seizure of Power. From July Days 1917 to July 1918*, London, Macmillan, 1984. David Mandel est professeur de sciences politiques à l'Université du Québec. (Réd.)

Un thème central du livre de Rabinowitch se devine à son titre. Pour lui, l'ordre politique qui s'est développé à Petrograd durant la première année du pouvoir bolchevique fut une « domination des soviets » plutôt que la domination du parti comme il est affirmé habituellement. Les soviets des arrondissements en particulier – des organisations puissantes responsables de la police, de la distribution de la nourriture, des écoles, du logement, de la santé publique, des services sociaux et du recrutement de l'Armée rouge – opéraient largement indépendamment de la direction du parti. Les organisations du parti dans la ville étaient faibles, en particulier parce que la continue hémorragie de bolcheviques vers les services gouvernementaux, l'Armée rouge et les détachements d'approvisionnement en nourriture a fait tomber les effectifs de militants à Petrograd de 50'000 environ en octobre 1917 à 13'472 en juin 1918, jusqu'à un creux de 6000 en septembre 1918.

En outre, jusqu'à la mi-mars 1918, l'hégémonie des communistes de gauche dans les organisations du parti de la ville se brouillait avec le soviet de Petrograd, contrôlé par Zinoviev devenu un loyal léniniste. La conséquence, c'est que Petrograd, tant au niveau de la ville que de ses arrondissements, était gouvernée au travers des soviets, au sein desquels l'hégémonie des bolcheviques n'était jamais assurée.

BOLCHEVIQUES ET SR DE GAUCHE

La troisième partie du livre, « Le pouvoir soviétique au bord du gouffre », est située dans le contexte des crises internes et militaires qui ont englouti la ville entre mars et juillet 1918. Tandis que la guerre civile s'étendait de la région du Don, dans le sud, jusqu'aux limites de l'ancien empire, l'« amiral » Shchastnyi organisa l'évacuation de la flotte de la Baltique à Kronstadt, pour éviter qu'elle soit coulée par les troupes allemandes et finlandaises. Trotsky voulut voir dans cette décision un crime « contre-révolutionnaire ». Il fit juger Shchastnyi, qui sera fusillé le 22 juin. En consultant les archives de la Tcheka et de la marine, Rabinowitch conclut que Shchastnyi fut « largement voire complètement irréprochable » et que, s'il y eut crime, ce fut dans l'imagination de Trotsky.

Entre-temps, dans Petrograd, la misère provoquée par la pénurie alimentaire et le chômage de masse avait substantiellement aliéné la classe ouvrière à l'égard du nouveau régime. Rabinowitch n'élucide pas cela complètement d'ailleurs. Ce processus a pris, principalement, la forme d'une apathie envers la politique. Mais, parmi une fraction significative de travailleurs, la conviction que les comités d'usine, les syndicats et les soviets de district ne représentaient plus leurs intérêts les conduisait à une opposition plus explicite au régime.

C'est ce qui allait se refléter d'une manière frappante dans l'appui donné à l'Assemblée extraordinaire de délégués, une initiative des mencheviques^[6]. Alors que ces derniers avaient connu un résultat catastrophique lors des élections à l'Assemblée constituante, cela marquait une renaissance étonnante de leur audience. Au début, cette Assemblée des délégués s'est concentrée sur des questions de la vie matérielle quotidienne. Mais, vers la mi-mai, ses dirigeants ont commencé à jouer avec l'idée d'utiliser cette organisation dotée d'une large base

comme un instrument pour renverser le gouvernement bolchevique.

Confrontés à ce défi à leur autorité, et à des protestations largement répandues contre la pénurie alimentaire et contre les tentatives grossières de truquer les élections aux soviets, les bolcheviques en vinrent à s'appuyer de plus en plus sur la répression, n'hésitant même pas à tirer sur des ménagères et des ouvriers dans les banlieues de Kolpino et de Sestoretsk. Rabinowitch prétend que l'agitation populaire atteint un sommet en juin 1918 avec une révolte des travailleurs, et d'une flottille de mouilleurs de mines, aux usines d'armement Oboukov, où le mécontentement dû à la pénurie alimentaire suscita un appel en faveur du suffrage universel et en faveur de la reconvoque de l'Assemblée constituante. Selon lui, c'est cela qui, en se combinant avec l'assassinat du leader bolchevique charismatique Volodarski, le 20 juin 1918, marqua la naissance de la terreur rouge dans la ville.

Cette troisième partie du livre examine principalement l'alliance entre les bolcheviques et les SR de gauche. Contrairement à une vision traditionnelle, la signature du Traité de Brest-Litovsk [3 mars 1918] n'a pas marqué la fin de toute coopération entre les deux partis, malgré la cessation de leur alliance gouvernementale dans le Conseil des commissaires du peuple. Dans le Conseil des commissaires de l'oblast [unité administrative] du Nord, institué après que Petrograd eut perdu son statut de capitale du pays, les SR de gauche occupaient quatre sièges sur treize. Rabinowitch fait un bilan positif de la coalition, signalant que les SR de gauche, dont les effectifs étaient alors en augmentation, ont aidé les bolcheviques à faire face à Petrograd à la perte massive de personnel [gestionnaire]. En particulier, le bilan de la gestion de Nicolas Kornilov, en tant que commissaire à l'agriculture, laisse entrevoir ce qu'aurait pu être une stratégie bien plus efficace pour conserver le soutien des paysans que la « dictature alimentaire » proclamée par les bolcheviques en mai avec un tintamarre à glacer le sang. C'est un des rares endroits où Rabinowitch examine ce qu'auraient pu être des politiques alternatives.

Mais l'alliance des deux partis était néanmoins destinée à peu durer. Le 14 juin, les bolcheviques expulsèrent les mencheviques et les SR de droite du Comité central exécutif des soviets et truquèrent les élections au 5e Congrès des soviets. Quand ce congrès s'ouvrit finalement le 4 juillet, Trotsky proféra des menaces contre ceux des SR de gauche qui étaient engagés dans des actions de partisans contre les Allemands en Ukraine. Le résultat en fut que le comité central des SR de gauche prit le soir même la décision fatidique d'assassiner l'ambassadeur d'Allemagne à Moscou^[7] dans l'espoir de déclencher ainsi la reprise de la guerre. L'assassinat fut mis à exécution deux jours plus tard. Rabinowitch caractérise d'une manière plutôt indulgente cet acte d'« irréflecti » et de « hâtif ». Il suit l'interprétation que donnait en 1994 Lutz Häfner dans son livre *Die Partei der Linken Sozialrevolutionäre in der russischen Revolution von 1917-1918* quand il argumentait d'une manière convaincante que les SR de gauche ne cherchèrent pas à réaliser un soulèvement à Moscou, si l'on entend par là une tentative délibérée de renverser le gouvernement bolchevique. Leur objectif fut plutôt de modifier la politique du gou-

vernement, et leurs actions subséquentes, y compris l'occupation de bâtiments clés dans la capitale, furent destinées à assurer leur autodéfense.

Rabinowitch montre également que l'accusation des bolcheviques selon laquelle les SR de gauche ont préparé une insurrection à Petrograd se révèle sans fondement. Il est possible que les historiens ont trop souvent diffamé injustement les SR de gauche, mais Rabinowitch, lui, montre un peu trop d'indulgence à l'égard de leur cours autodestructeur désastreux qui a découlé entièrement de leur obsession contre le Traité de Brest-Litovsk. Il souligne combien l'action des SR de gauche a « offert à Lénine une meilleure excuse qu'il n'aurait peut-être pu espérer » pour éliminer les SR de gauche en tant que rivaux politiques et inaugurer la dictature d'un seul parti. Mais cela distrait plutôt l'attention du point essentiel, défini par le titre du chapitre de Rabinowitch mais pas par son contenu, à savoir que les SR de gauche ont commis un « suicide » en échouant tout à fait à traduire en une opposition effective le soutien croissant qu'ils réunissaient au sein de la population, certainement plus grand, à ce moment-là, que les bolcheviques qui mettaient en œuvre impitoyablement les réquisitions alimentaires.

LES « CIRCONSTANCIALISTES » ET LES « IDÉOLOGISTES »

La partie quatre, « Célébration dans la terreur », retrace les développements politiques de Juillet 1918 jusqu'aux célébrations du premier anniversaire de la Révolution d'Octobre, quand Petrograd a projeté au monde entier l'image d'elle-même comme l'avant-garde de la révolution prolétarienne internationale.

L'attention est centrée surtout sur la « terreur rouge ». Rabinowitch montre qu'elle est apparue à Petrograd plusieurs semaines avant d'être proclamée officiellement : selon lui, elle n'a pas été une réponse immédiate à l'assassinat du chef de la Tcheka de Petrograd, Moïse Ouritski, le 30 août 1918 et à la tentative d'assassinat de Lénine ce même soir. Ce qui l'a motivée en premier lieu fut « d'assurer la stabilité politique au moment où la ville était en train d'être privée de forces de sécurité ». Selon les chiffres issus des archives du FSB, dans la semaine qui suivit le 30 août, la Tcheka de Petrograd a fusillé jusqu'à 800 « ennemis de classe » et la Tcheka de Kronstadt 500 de plus. Ces chiffres ne prennent pas en compte les otages, ni le grand nombre d'exécutions auxquelles ont procédé les services de sécurité au niveau des arrondissements ou des bandes d'ouvriers en maraude. Rabinowitch écrit : « Si la terreur rouge a explosé à Petrograd avec plus de fureur, si elle s'est amplifiée plus rapidement et a été en fin de compte plus chaotique qu'à Moscou et dans d'autres centres urbains, cela a été dû en partie à la réaction violente de Zinoviev à l'assassinat d'Ouritski et aussi, ironiquement, à l'impatience d'un secteur des ouvriers de Petrograd de régler leurs comptes avec ceux qu'ils percevaient comme leurs ennemis, impatience qui s'était accumulée durant le mandat d'Ouritski à la tête de la Tcheka de Petrograd. »

Il vaut la peine de réfléchir à cette interprétation en la situant dans l'historiographie plus large de la terreur. Dans son introduction, Rabinowitch explique que le débat central parmi les historiens à propos de l'évolution des débuts du régime bolchevique porte sur l'importance relative du « cours des circonstances et des réactions qu'elles suscitérent, par opposition à une idéologie révolutionnaire bolchevique préconçue ou à un rigide schéma établi de comportement dictatorial ».

L'historiographie de la terreur est structurée ainsi. D'un côté, on a ceux qu'on pourrait appeler les « circonstancialistes » qui inclinent à voir la terreur comme une réaction soit aux circonstances immédiates dans lesquelles les bolcheviques se sont trouvés, par exemple la situation de la sécurité à Petrograd en 1918, soit aux exigences plus générales de la guerre civile, avec sa logique politique polarisante et sa culture brutalisante. Dans l'ensemble, les révisionnistes des années 1970-1980 ont adopté cette approche. Contre eux se rangent tous les historiens qui insistent sur la préméditation des bolcheviques, en argumentant diversement que la terreur découlait de la nature « totalitaire » de l'idéologie bolchevique ou d'une détermination implacable à s'accrocher au pouvoir à tout prix. C'est là l'approche préférée de l'école « totalitaire », mais elle n'est pas la seule à l'employer.

En faveur des « circonstancialistes », on peut citer le fait que les bolcheviques n'ont pas utilisé la terreur au début et qu'ils y ont dans l'ensemble renoncé une fois que la guerre civile fut passée. A l'ouverture des années 1920, l'Etat soviétique fonctionnait sans s'appuyer sur la terreur, tout au moins sur le territoire situé au cœur de la Russie, bien que l'usage de la contrainte sans restrictions légales restât une caractéristique constitutive de l'ordre politique. Le fait que les bolcheviques modérés furent des critiques de la terreur suggère en outre que l'engagement dans cette dernière ne participait pas d'un aspect intrinsèque de l'idéologie bolchevique.

En outre, la thèse des « circonstancialistes » est renforcée par le fait que la guerre civile a vu un recours à la terreur de la part de tous les belligérants. La terreur blanche a reçu moins d'attention que sa contrepartie rouge, mais en Ukraine et en Biélorussie ce sont au moins 100'000 Juifs qui ont péri massacrés par les soldats « indisciplinés » du général Dénikine et du nationaliste ukrainien Simon Petlioura. Parmi les massacreurs les plus déchaînés, on compte les « atamans »^[8] de l'Extrême-Orient, le « Baron sanglant » Roman Ungern von Sternberg qui déclencha le carnage à travers les régions de l'Amour et de

65

[6] Il s'agit de l'Assemblée extraordinaire des délégués des manufactures et usines de Petrograd dont la première réunion s'est tenue le 13 mars 1918. David Riazanov indiquait que, alors, « les syndicats n'étaient plus sensibles aux questions qui occupaient les esprits des travailleurs de Petrograd ». (Réd.)

[7] Le 6 juillet 1918, le comte Mirbach-Harf fut assassiné à Moscou. A ce propos, Rosa Luxemburg, dans les *Spartakusbrieft*, n° 11, septembre 1918, écrit : « Ainsi, la Révolution russe, grâce en définitive à la paix de Brest, est encerclée, affamée, harcelée de toutes parts. Mais même à l'intérieur, sur le terrain que l'Allemagne a bien voulu laisser aux bolcheviques, on a contraint le pouvoir et la politique de la révolution à dévier du droit chemin. Les attentats contre Mirbach et Eichhorn [maréchal allemand tué le 30 juillet 1918] sont une réponse bien compréhensible au régime de terreur que l'impérialisme allemand fait régner en Russie. Certes, la social-démocratie a toujours dénoncé la terreur individuelle, mais uniquement parce qu'elle lui opposait un moyen plus efficace, la lutte de masse, et non pas parce qu'elle lui préférerait l'acceptation passive de la dictature réactionnaire. » (Réd.)

[8] Titre donné à des chefs ayant des fonctions politico-militaires chez les Cosaques, en particulier en Ukraine. (Réd.)

l'Oussouri, et Grigory Séménov qui se vantait d'avoir supervisé personnellement la torture de 6500 personnes. Des deux côtés, la logique de la terreur fut indiscriminée, à la fois cause et effet d'une brutalisation générale qui affecta tous les participants. Finalement, les «circonstancialistes» peuvent signaler que la terreur a été une réaction aux complots contre-révolutionnaires contre le régime. Rabinowitch montre qu'il y en a eu un grand nombre, dont plusieurs concoctés avec l'assistance des Britanniques. Cela est important à garder à l'esprit en un moment où quelques historiens post-révisionnistes sont tentés de voir la «contre-révolution» comme la projection d'une insécurité psychologique, un fantasme de l'imagination bolchevique ou un mécanisme idéologique conçu pour renforcer l'unité en créant la figure d'un «autre» terrifiant. Mais si la terreur de Staline fut dirigée contre des ennemis qui ont été véritablement largement imaginaires, les ennemis des bolcheviques à ce moment-là n'étaient que trop réels, et très nombreux. Concevoir la terreur rouge comme simplement une réaction aux circonstances est néanmoins tout à fait insatisfaisant. Les bolcheviques n'ont jamais fait mystère du fait qu'ils considéraient la coercition comme une arme légitime de l'arsenal de la dictature du prolétariat. En janvier 1918 déjà, Lénine avertissait que «tant que nous n'emploierons pas la terreur contre les spéculateurs, en les fusillant sur le champ, rien ne changera», déclaration qui amena le SR de gauche, Isaac Steinberg, à demander pourquoi il avait été nommé commissaire à la Justice. Autrement dit, l'usage de la terreur a toujours été justifié aussi bien en termes de principe que de réactions opportunes. Pour Lénine, c'était un instrument de transformation révolutionnaire, servant à éliminer un ennemi considéré par sa nature même comme un ennemi de classe. Cela aide à expliquer pourquoi les efforts périodiques des bolcheviques modérés pour soumettre la Tcheka à plus de régulation furent si facilement rabroués. Les mencheviques, les anarchistes et d'autres pouvaient bien avertir que la terreur corrompait profondément les idéaux de la Révolution socialiste, mais leurs scrupules «petits-bourgeois» étaient balayés avec des sarcasmes. Dire cela n'implique pas d'être en accord avec les généralisations sans nuances de ceux qui voient la terreur comme découlant de la logique prétendument «totalitaire» du marxisme. Le livre de Martin Malia, *The Soviet Tragedy*, est le *locus classicus*, le parfait exemple d'un tel point de vue. Ne caractérise-t-il pas l'Union soviétique comme une «idéocratie»? En effet son objectif déclaré est de «réaffirmer la primauté de l'idéologie et de la politique sur les forces sociales et économiques... pour réhabiliter l'histoire par 'en haut' aux dépens de l'histoire 'par en bas'». Mais comme Peter Krenz l'avait montré dans son texte important de 1980, le bric-à-brac idéologique des Blancs suffisait parfaitement à servir les objectifs de la mobilisation contre-révolutionnaire [voir aussi la contribution de Krenz: «The Prosecution of Soviet History : A Critic of Richard Pipes' *The Russian Revolution*», in *The Russian Review*, vol. 50, n° 3, July 1991]. De même, la vague de violence nationaliste qui a ravagé les pays Baltes et la plaine hongroise au même moment, au prix de dizaines de milliers de vies humaines, était inspirée par guère plus qu'une défense de «l'ordre» contre la démocratie et le communisme, ainsi que par la fraternité des tranchées.

TERREUR « ROUGE » ET TERREUR « BLANCHE »

Passer en revue les questions qui sont en jeu dans l'historiographie de la terreur rouge permet d'éclairer les forces et les faiblesses de l'approche générale de Rabinowitch. A bien des égards, son livre est un antidote bienvenu à la tendance des études récentes de gonfler la détermination par l'idéologie jusqu'au point où la complexité du déterminisme historique se retrouve entièrement aplatie. Il est excellent quand il montre comment les circonstances, telles que la crise alimentaire, le chômage massif ou le grave manque de personnel bolchevique, ont défini les priorités politiques du régime et imposé des puissantes contraintes à sa capacité d'agir. Il montre aussi avec une grande richesse de détails comment les contingences et les événements imprévus ont façonné sa trajectoire. Et pourtant, il va sûrement trop loin et révèle à quel point son récit est ancré dans le «circonstancialisme» qui a caractérisé le révisionnisme des années 1970 et 1980. Entre autres quand il écrit que «*ni l'idéologie révolutionnaire ni un type établi de comportement dictatorial n'aident vraiment à expliquer les changements fondamentaux dans le caractère et le rôle politique du parti bolchevique ou des soviets de Petrograd, bien que leur impact ne puisse pas être complètement négligé*».

Dans la foulée de l'effondrement de l'Union soviétique – lui-même provoqué en partie par un affaissement de la certitude idéologique –, ceux qui reprochaient aux révisionnistes de sous-estimer «l'autonomie de la politique» semblent toucher juste sur un point. Mais ce ne serait pas honnête de faire ce reproche à Rabinowitch : après tout, il écrit une histoire politique et le processus de décision politique est au centre de son récit.

Et pourtant, son interprétation de la politique est singulièrement privée de la vision utopique et de l'énergie de la volonté qui veut changer le monde. Il discute peu des idées animant les bolcheviques modérés, les communistes de gauche, les SR de gauche, ou même Lénine lui-même, et encore moins leurs visions respectives du socialisme. Assurément, Rabinowitch fait comprendre les discussions dramatiques à propos de certaines questions, spécialement Brest-Litovsk. Mais il sous-entend que toutes les discussions politiques furent analogues, c'est-à-dire dictées par les exigences des circonstances ou par la *force majeure* [en français dans le texte]. Il enregistre à peine que certains choix de grande portée ont émané de la certitude idéologique et de la volonté de pouvoir prépondérante. Ainsi les décisions de dissoudre l'Assemblée constituante, d'instituer des comités de paysans pauvres, de truquer les élections aux soviets ou d'appliquer la terreur rouge.

Qui plus est, Rabinowitch prend rarement la peine d'examiner si des politiques alternatives auraient pu être adoptées avec des conséquences moins préjudiciables. Pour cette raison, il n'est pas clair, en fin de compte, qu'il offre une réponse satisfaisante à la question qu'il pose d'entrée : à savoir, comment un parti bolchevique flexible et démocratique a pu se transformer si vite en un régime centraliste et autoritaire? Son livre offre beaucoup d'éclairages nouveaux aux processus et aux événements qui ont façonné ce développement. Mais le débat ayant trait aux parts relatives de la volonté politique et des circonstances qui ont forgé ce régime va très probablement continuer. ✱

SIMON PIRANI

THE RUSSIAN REVOLUTION IN RETREAT, 1920-24 SOVIET WORKERS AND THE NEW COMMUNIST ELITE

Routledge, Londres et New York, 2008, 290 p.

Une analyse de Samuel Farber*

La relation entre le «léninisme» et le «stalinisme» a été une question fortement controversée, tant entre la gauche et la droite qu'au sein de la gauche elle-même. L'école «totalitaire», associée historiquement à la droite mais comptant aussi pas mal de représentants de la gauche modérée («liberals», selon la terminologie américaine), a affirmé qu'il n'y avait pas de différences qualitatives entre les deux régimes et que la principale source du stalinisme fut l'idéologie du bolchevisme et sa pratique politique, telles qu'elles existaient déjà avant la Révolution d'Octobre.

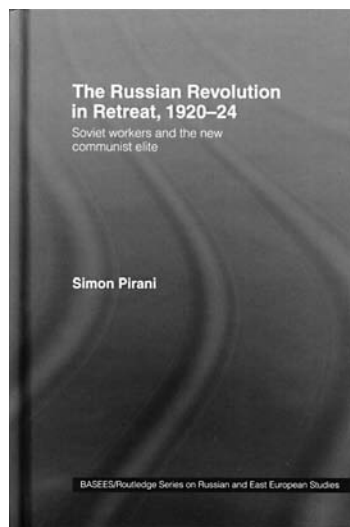
Allant encore un pas plus loin, des penseurs comme le philosophe Karl Popper [1] et des «libéraux» de l'Europe de l'Est comme Adam Michnik [2] ont prétendu que le totalitarisme est le résultat final inévitable de toute idéologie intransigeante et de toute pratique politique qui essaye de refaçonnier la société tout entière [3].

Les historiens marxistes, tels qu'Isaac Deutscher [4], ont exposé un point de vue alternatif selon lequel le léninisme et le stalinisme furent des régimes politiques différents. Les actions non démocratiques du gouvernement de Lénine, toutes déplorables qu'elles soient, sont alors vues comme le résultat de circonstances objectives inévitables, qui n'offraient pas d'options alternatives viables.

Le livre de Simon Pirani développe une troisième position. Selon lui, certains aspects de l'idéologie bolchevique «ont joué un rôle crucial dans l'affaiblissement et la fragilisation de la Révolution, et l'idéologie a subi l'impact violent des changements sociaux sur lesquels, il [le gouvernement bolchevique] avait peu de contrôle et dont il n'a souvent pas voulu voir le processus» (p. 236).

Le travail de Pirani se concentre sur la question de la démocratie dans les soviets et sur les lieux de travail. Il se base sur un examen exhaustif des archives concernant la ville de Moscou, le Parti communiste dans cette ville, la Tcheka/GPU [5], ainsi que les organisations sur les lieux de travail, particulièrement l'usine d'automobiles AMO et l'usine de machines Bromlei. Pirani a aussi eu la possibilité d'utiliser un projet d'interviews d'ouvriers qu'avait lancé Maxime Gorki, mais qui avait été interrompu brutalement en 1938 (p. 17). La richesse de détails et l'originalité des recherches de Pirani sont remarquables.

La conclusion de Pirani est semblable à celle que je tirais dans mon livre de 1990, *Before Stalinism. The Rise and Fall of Soviet Democracy*, Verso, Londres 1990 (*Avant le stalinisme. La montée et la chute de la démocratie des soviets*). J'y exposais que bien qu'il y ait des différences qualitatives très importantes entre le stalinisme et le léninisme au pouvoir (une notion que j'emploie pour distinguer entre le léninisme avant et après la



67

* Samuel Farber est né à Cuba. Il est un militant socialiste de longue date et professeur honoraire de science politique du Brooklyn College de la City University de New York. Il est l'auteur, entre autres, de *Revolution and reaction in Cuba, 1933-1960*, Wesleyan University Press, 1976, et de *Before Stalinism: The Rise and Fall of Soviet Democracy*, Verso, 1990. Ce compte rendu a été publié par le bimensuel *Against the Current* dont il membre du comité de rédaction.

[1] Karl Popper (1902-1994) a fait une œuvre d'épistémologue. Au plan de la philosophie politique, son ouvrage le plus influent est *La société ouverte et ses ennemis* (publié en anglais en 1945 et traduit en français en 1979). Selon lui, l'historicisme – de Hegel à Marx – débouche sur le totalitarisme. (Réd.)

[2] Adam Michnik est né en 1946. Il est parmi les cofondateurs avec Jacek Kuron du Comité de défense des ouvriers (KOR) en 1976 en Pologne. En 1980, il est conseiller du syndicat Solidarnosc. Il fut arrêté plusieurs fois et emprisonné au total pour une période d'environ six ans. Il dirige actuellement un quotidien polonais d'influence, *Gazeta Wyborcza*. (Réd.)

[3] Le terme «totalitaire» a été employé par des penseurs de la gauche révolutionnaire, en particulier par Léon Trotsky et par Victor Serge, pour décrire un régime politique qui cherchait à contrôler complètement toutes les institutions et les vies des citoyens. Pirani, cependant, emploie le terme «totalitaire» comme l'a fait prosaïquement une école de pensée se rattachant à la soviétologie de la Guerre froide et au discours libéral : le concept de «totalitarisme» comme un instrument pour définir un système social entier. – S. Farber

[4] Isaac Deutscher (1907-1967), né en Pologne, a rejoint le Parti communiste polonais en 1927, alors qu'il était déclaré illégal. Il rompit avec le PC polonais, qui fut d'ailleurs dissous par Staline. Proche des positions de Trotsky, il n'était pas favorable à la création de la IVE Internationale en 1938. Dès 1939, il aura le statut de réfugié à Londres. Il publia de nombreux ouvrages, parmi lesquels la biographie de Trotsky en 3 volumes. Deutscher, après le 20^e Congrès du PCUS (14-25 février 1956), a pensé à une régénération interne du régime politique de l'URSS. On peut le constater dans son ouvrage intitulé *Russia in Transition and Other Essays*. Cela ressort aussi dans la collection d'articles publiés sous le titre *Russia, China, and the West 1953-1966*, Penguin Book, 1970. (Réd.)

[5] La Tcheka est l'acronyme pour Commission extraordinaire panrusse pour la répression de la contre-révolution et du sabotage, créée en décembre 1917. Le GPU succède à la Tcheka en 1922. Il s'agit de la police politique soviétique. GPU est l'acronyme russe de Direction Politique d'Etat. (Réd.)

Révolution), le léninisme au pouvoir a altéré la démocratie ouvrière pour des raisons qui ne peuvent pas simplement être réduites à la «nécessité objective» et il a sérieusement affaibli les chances de succès d'une résistance au stalinisme.

Mon livre était basé sur un examen détaillé de la littérature en anglais, volumineuse sur le sujet. Il traitait des thèmes allant du déclin de la démocratie dans les soviets à des questions telles que le contrôle ouvrier, l'indépendance des syndicats, la liberté de presse et le système juridique.

LA CLASSE OUVRIÈRE EN RÉALITÉ

Un des mérites principaux de Pirani dans son excellent livre, c'est qu'il réfute de manière convaincante la thèse de Deutscher qui affirme que, à la fin de la guerre civile, la classe ouvrière avait été «pulvérisée» et que «*la dictature du prolétariat était triomphante mais que le prolétariat avait presque disparu*» (p. 22). Ainsi, Pirani explique que si le nombre de travailleurs industriels à Moscou est tombé de moitié environ entre 1917 et 1920, jusqu'à descendre à 200 000 seulement, celui des travailleurs à col blanc et du secteur des services, lui, n'a diminué que légèrement, à 220 000 personnes.

Pirani fait remarquer que la diminution de la main-d'œuvre industrielle a été très irrégulière selon les secteurs. Les réductions ont été plus importantes dans la métallurgie, les industries alimentaire et textile, plus faible dans l'habillement et la chimie. Il montre aussi que malgré la diminution de ses effectifs et les problèmes causés par la guerre civile, le mouvement ouvrier à Moscou a continué d'être actif dans des luttes politiques et des conflits du travail (pp. 22-23). Une grande partie de cette activité fut critique du gouvernement, voire franchement oppositionnelle, motivée généralement par une préoccupation générale face à l'inégalité dans la société et par des revendications de gauche précises telles qu'une plus grande égalisation des rations.

Pirani fait remarquer que de nombreux ouvriers communistes critiques du gouvernement reconnaissaient que la pauvreté de la Russie soviétique rendait impossible l'application de principes égalitaires dans l'ensemble de la société. Ils prétendaient toutefois qu'un parti authentiquement communiste devrait tendre à l'égalité, au moins parmi les membres du parti. Pirani écrit que c'est précisément l'échec du régime à garantir l'égalité au moins parmi les communistes qui conduisit un certain Vladimir Petrzhek, membre de la cellule du parti dans l'usine automobile AMO [qui sera plus tard rebaptisée ZIL], à démissionner du parti en juin 1922 [6].

Pirani décrit comment les travailleurs, souvent irrités par l'arrogance et l'arbitraire des autorités, exprimaient leur mécontentement et leurs critiques de diverses façons, y compris en élisant aux comités d'usine et aux soviets des ouvriers «hors parti», dont certains avaient appartenu à d'autres partis de gauche. Ainsi 25 % des personnes élues aux élections du soviet de Moscou en avril 1921 n'étaient pas des membres du parti bolchevique; parmi eux on trouvait les représentants de la plupart des grandes usines. La hiérarchie du parti bolchevique à Moscou considéra cela comme un désastre.

Ce qui alarma encore plus la direction bolchevique fut qu'elle ne réussit à obtenir 73 % des délégués que grâce au soutien des cols blancs et des travailleurs des services (p. 98). Pirani montre

[6] Cet épisode a également été examiné dans un article de Pirani, «Notes from a Revolution Dying», publié dans le bimensuel étatsunien *Against the Current* (n° 134, mai-juin 2008). Vladimir Petrzhek s'est engagé du côté des «Rouges» face à la coalition des «Blancs» soutenue par les pays occidentaux lors de la guerre civile de 1918-1919. Il rejoint les rangs du parti en avril 1919. Dès la fin de la guerre civile, il retourne dans l'usine AMO. Quelques semaines après la démission de Petrzhek du parti en 1922, la décision d'accroître les revenus en termes non monétaires des «officiels responsables» a été prise. Un processus inégalitaire s'enracinait dans la réalité socio-économique. Mais il fut justifié politiquement, comme le souligne Pirani dans cet article. (Rééd.)

ensuite comment dans l'usine automobile AMO le groupe des «hors parti», qui était composé pour l'essentiel d'ouvriers qualifiés plus âgés, se regroupa à la fin de 1920 et réussit entre février 1921 et avril 1921 à gagner massivement les élections du comité d'usine, du soviet d'arrondissement et du soviet de Moscou.

Il est clair que les sentiments de mécontentement et d'opposition étaient très répandus et affectaient les membres du parti communiste lui-même. Sinon comment expliquer la remarquable constatation faite par Trotsky et Ivar Tenissovitch Smilga [7] qui ont estimé à 30 % les membres du parti communiste à Kronstadt qui ont appuyé la révolte de mars 1921, à 40 % ceux qui sont restés neutres et à seulement 30 % ceux qui ont soutenu le gouvernement (p. 85)? Kronstadt était une forteresse navale vitalement importante protégeant Petrograd. C'est avec de lourdes pertes en vies humaines des deux côtés que le gouvernement bolchevique réprima la révolte des marins de Kronstadt. La révolte fut attisée par les conditions économiques intolérables, tout spécialement pour la paysannerie dont provenaient beaucoup de marins, mais aussi par le mécontentement politique tant des ouvriers que des paysans.

Je pense que plus important encore que la révolte de Kronstadt fut le mouvement urbain de grèves qui s'étendit à travers toute la Russie en février 1921, peu de temps avant qu'éclate la révolte sur l'île de Kronstadt. A Petrograd, ce mouvement de grève s'est développé à la fin de février. Il avait pour foyers plusieurs usines de la métallurgie, du tabac et de la chaussure, ainsi que les chantiers navals et les cales sèches.

Au début, ces grèves formulaient surtout des revendications économiques, mais ensuite les ouvriers commencèrent à exprimer des revendications qui étaient essentiellement politiques dans leur contenu. Parmi elles, la revendication du retrait des escouades spéciales de bolcheviques armés des usines, ainsi que la restauration des droits politiques et civils. L'agitation ouvrière à Petrograd avait été précédée par un mouvement analogue à Moscou où un bon nombre des principales usines métallurgiques, de la chimie, de l'imprimerie et de l'habillement avaient connu une vague de grèves.

Les mencheviques, qui connaissaient alors une renaissance, ont joué un rôle significatif dans ces mouvements, quoique ce ne fût pas du tout le cas à Kronstadt. La révolte de Kronstadt allait à l'encontre de leur stratégie d'opposition non violente au gouvernement. Mais ce ne sont pas seulement les mencheviques qui ont alors connu un nouvel essor. Le parti communiste, lui aussi, a connu durant cette période l'émergence en son propre sein de divers groupes oppositionnels importants, tels que l'Opposition ouvrière et les Centralistes démocratiques [8].

Le travail de Pirani est particulièrement utile quand il décrit quelques-uns des divers regroupements d'oppositionnels de gauche, qui recrutèrent dans une mesure considérable parmi les oppositionnels qui quittaient le parti communiste ou en étaient expulsés.

Parmi eux, il décrit le groupe Ignatov [9], le groupe Bauman, nommé ainsi d'après le district de Moscou du même nom, le Parti socialiste des ouvriers et paysans de Vasili Paniouchkine [10], le Groupe des travailleurs et le Groupe de la vérité des travailleurs. (pp. 64, 65, 118, 127-128). Pirani raconte que ces deux derniers groupes furent en fait détruits par les arrestations aux-



69

[7] Ivar Tenissovitch Smilga (1892-1938) fut gagné au parti bolchevique avant la Guerre mondiale, alors qu'il était étudiant en économie. Il a été le benjamin du comité central et fut très proche de Lénine dans la préparation de « l'insurrection d'octobre ». Durant la guerre civile, il est en Finlande comme commissaire politique. Puis il entre dans l'appareil économique. Il capitule en 1928, alors qu'il était un oppositionnel. Il sera exécuté sans procès, certainement parce qu'il a refusé « d'avouer ». (Réd.)

[8] L'Opposition ouvrière se forme au sein du parti bolchevique en 1919 et s'affirme surtout au cours de l'hiver 1920-21, à l'occasion du débat sur la question syndicale. Elle y défend l'idée que les syndicats disposent d'une responsabilité décisive dans la gestion économique. Elle dispose d'une base significative, entre autres parmi les métallurgistes de Petrograd. Les deux figures connues de l'Opposition ouvrière sont Alexandra Kollontaï et Alexandre Chliapnikov. L'Opposition ouvrière sera fortement attaquée lors du 10^e Congrès du parti bolchevique en mars 1921 (congrès qui suspend le droit de fraction, une suspension déclarée momentanée et qui deviendra permanente); sa position sera caractérisée d'« anarcho-syndicaliste ».

Le courant des Centralistes démocratiques avait une implantation sociale moins ouvrière. Toutefois, un de ses futurs dirigeants, V. V. Osinsky, dès la moitié de l'année 1918, publia des articles dans la revue *Kommunist*, mettant l'accent sur les dangers que pouvaient faire courir les méthodes de gestion s'inspirant du taylorisme sur l'activité de contrôle des travailleurs. Ses critiques ne mettaient pas en question la nécessité de normes, de discipline, mais soulignaient que la productivité devait, en grande partie, s'appuyer sur la qualification de la force de travail et une organisation du travail dans laquelle les ouvriers devaient être directement impliqués; ce qui n'excluait pas, selon lui, l'utilisation nécessaire de techniciens, d'experts, etc.

Parmi les divers thèmes défendus en 1920 (9^e Congrès du parti), le courant des Centralistes démocratiques mettait l'accent sur la participation des « militants de base » au débat, sur la représentation des minorités, sur la possibilité de faire connaître à tous les membres les opinions différentes. Ce courant ne se constitue en une opposition plus structurée qu'en 1921. L'expression centralisme démocratique est utilisée ici en opposition à centralisme bureaucratique.

Sur les divers groupes d'opposition, on peut consulter Robert Vincent Daniels, *The Conscience of the Revolution. Communist Opposition in Soviet Russia*, New York, Clarion Books, 1960. (Réd.)

[9] Le groupe Ignatov publia sa plate-forme d'opposition dans la *Pravda* du 12.2.1921.

[10] Hillel Ticktin, qui anime la revue *Critique*, dans un compte rendu du livre de Pirani, souligne que ce dernier traite de l'exemple du Parti socialiste des ouvriers et paysans « qui en 1921 dénonça la NEP [Nouvelle politique économique] comme 'favorisant les capitalistes et la bourgeoisie' et qui voulait la restauration des soviets tels qu'en 1917. Les membres de ce parti furent arrêtés, emprisonnés ou contraints à l'exil. Son leader, Paniushkin, fut autorisé à sortir de prison et il rencontra Lénine. Il changea de point de vue et rejoignit les rangs du parti. » Ticktin souligne que « la chose intéressante n'est pas seulement l'existence de la dissidence de gauche, mais que Lénine prit le temps de convaincre Paniushkin et que ce dernier accepta les arguments, cela à un moment où il n'était pas menacé par un peloton d'exécution ». (Réd.)

quelles procéda le GPU en septembre 1923, une sorte d'événement politique assez habituel en ce temps-là.

RÉPRESSION ET « CONTRAT SOCIAL »

Une autre contribution importante du livre de Pirani, c'est qu'il montre que ce n'est pas seulement la répression qui a maintenu le parti communiste au pouvoir. Il décrit comment la répression gouvernementale a joué un rôle majeur pour réduire au silence, isoler et expulser des lieux de travail les membres des organisations ouvrières de gauche rivales et purger les directions syndicales constituées de communistes dissidents, de mencheviques ou de Socialistes révolutionnaires. Cette répression a été essentiellement menée par la police secrète (la Tcheka) qui n'avait à rendre de comptes ni aux tribunaux révolutionnaires, ni au ministère de la justice, ni aux organisations ouvrières, mais seulement aux comités du parti (pp. 38, 172). Cependant, d'un autre côté, le gouvernement, à défaut de conserver le soutien de la classe ouvrière, a réussi à la neutraliser. Cela fut fait au moyen d'une nouvelle stratégie rendue possible par la reprise économique graduelle durant la période 1922 à 1927 qui permit la hausse régulière des salaires réels et l'amélioration du niveau de vie.

Pirani soutient qu'un pacte implicite fut institué, par lequel les ouvriers échangeaient leur pouvoir et leur autonomie politique au sens large contre des améliorations matérielles et un espace limité d'exercice de pressions ouvrières. Comme Pirani le décrit, « *le parti avait défini un cadre pour les conflits du travail : les termes exacts du contrat social (c'est-à-dire le niveau de vie) pouvaient être l'enjeu de marchandages, mais son fondement (à savoir l'abandon du pouvoir par les ouvriers) ne le pouvait pas* » (p. 200). C'est de cette manière, par exemple, qu'un mouvement de grève fragmenté à Moscou fut capable en 1923 d'arracher quelques concessions aux autorités. Un autre aspect décisif de cette nouvelle stratégie gouvernementale fut le remplacement des processus de décision autonomes des masses par la tentative du gouvernement d'encourager une participation (mobilisation de masse) sans procédure effective de contrôle (p. 141). Le résultat de cette stratégie, c'est qu'à la fin de 1921 le soviet de Moscou était mourant, transformé en un organe de supervision de l'administration municipale. Les délégués du parti eux-mêmes ne prenaient plus la peine d'assister à ses séances plénières. Les décisions politiques étaient entre-temps devenues l'apanage des organes du parti (p. 106). Les assemblées de masse, de lieux de débats passionnés, se transformèrent en réunions de routine pour approuver des résolutions toutes faites (p. 151).

Il n'est donc pas étonnant que Pirani signale que cette nouvelle stratégie du parti a conduit à un accroissement dramatique de l'abstention et de l'apathie ouvrières. Aux assemblées électorales, les ouvriers restaient silencieux ou ne venaient même pas. Les candidats du parti étaient souvent élus sans un mot de discussion. Pirani raconte qu'aux élections aux soviets de 1922, dans les aciéries Guzhon à Moscou, la liste des candidats du parti fut élue au soviet local par 100 votes en faveur, 2 contre et 1900 abstentions, un résultat vraiment révélateur (p. 155).

Il mérite d'être remarqué que le gouvernement suivait une stratégie remarquablement similaire à l'égard de la paysanne-

rie. Avec la fin, en 1921, des réquisitions forcées de nourriture et l'institution d'un impôt en nature, la direction bolchevique réussit par le moyen de sa Nouvelle politique économique (NEP) à calmer le mécontentement paysan qui s'était récemment manifesté par des révoltes massives à Tambov [dès août 1920], en Ukraine et dans d'autres régions rurales. A nouveau, il est clair que fut passé le même marché implicite : les paysans étaient autorisés à cultiver la terre par eux-mêmes, à commercialiser librement leurs produits et à ainsi améliorer leur niveau de vie, pourvu qu'ils se tiennent tranquilles et s'abstiennent de causer des difficultés politiques au gouvernement.

LES « VRAIS » MEMBRES DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Pour Pirani, un tel changement dans les relations entre les bolcheviques et la classe ouvrière – et j'argumenterais quant à moi aussi entre eux et la paysannerie – ne pouvait pas ne pas avoir un effet important sur les bolcheviques eux-mêmes. Il décrit comment leur méfiance croissante à l'égard de la classe ouvrière a conduit les dirigeants bolcheviques à redéfinir qui était à considérer comme un « vrai » membre de cette classe. L'appartenance à la classe ouvrière fut de plus en plus définie non pas sur la base de la position objective des personnes dans l'économie, en tant que salariés, mais en termes de type de travailleurs que la direction bolchevique considérait « véritablement prolétarien », et par implication, dès lors, mieux disposé à être en accord politique avec le gouvernement.

Comme nous l'avons vu plus haut, pour ce qui est du comportement politique des différents types de travailleurs, les élections aux soviets ne donnaient pas nécessairement les résultats qu'attendait d'elles la direction bolchevique. Pour ce qui est des chômeurs, quelques bolcheviques encourageaient leur organisation. Cependant, comme Pirani le fait remarquer, « *cela entrainait en conflit avec l'opinion dominante dans le parti, qui considérait qu'un grand nombre des chômeurs, par exemple les femmes, les jeunes travailleurs et les immigrants de fraîche date, étaient moins prolétariens que les autres et que l'organisation des chômeurs n'était permise que dans des limites strictement fixées à l'avance* » (p. 160).

L'inquiétude provoquée par ce qui était considéré comme la « dilution » de la classe ouvrière par des « non-prolétaires » a conduit à exclure des syndicats les « éléments semi-prolétaires » tels que les artisans, les travailleurs saisonniers et ceux qui avaient perdu leur travail dans la première vague de licenciements de la NEP. De la même manière, le syndicat des travailleurs de la métallurgie a exclu de ses rangs les ouvriers qui complétaient leur salaire grâce à un atelier à domicile, tandis qu'un responsable du syndicat affirma même que les ouvriers dont l'épouse tenait un stand au marché ou vendait des boissons gazeuses, et payait une aide domestique, étaient des candidats déclarés à l'expulsion des rangs du syndicat (p. 159).

Qui plus est, à la fin de 1920, la direction par un seul homme avait été instituée dans 86 % des entreprises, éliminant ainsi le principe du contrôle ouvrier (p. 57). Dans l'organisation politique du parti et du gouvernement, une structure hiérarchique et la nomination systématique de fonctionnaires contrôlées par

le secrétariat du Comité central avaient commencé à être instituées en 1922 et 1923. Il en résultait une couche intermédiaire de fonctionnaires du parti qui descendait jusqu'aux cellules d'usines (pp.170 et 232).

Ce secrétariat, qui n'était encore qu'un état-major de 30 personnes seulement en février 1919, avait grossi pour atteindre 150 personnes en mars 1920 et 602 en mars 1921. Le principe des nominations par l'appareil bureaucratique plutôt que leur élection se répandit dans toute l'Union soviétique. Il culmina dans la naissance – à la fin de 1923, début 1924 – de la tristement célèbre Nomenklatura, la liste des nominations dans l'Etat et dans le parti qui devaient être obligatoirement soumises à l'approbation centrale (p. 170).

Après que Lénine fut mort en janvier 1924, le parti a organisé la «promotion Lénine», une campagne massive de recrutement qui a grandement facilité le contrôle de la bureaucratie sur des nouveaux membres malléables et obéissants. Un nombre substantiel de ces nouvelles recrues manquait de l'indépendance d'esprit des cadres plus expérimentés du parti, dont beaucoup avaient participé à la Révolution d'octobre et à la guerre civile. (p. 172)

LA POSSIBILITÉ DE FAIRE DES CHOIX

Existait-il une alternative politique possible à ce scénario général ou bien fut-il, comme l'ont prétendu Isaac Deutscher et de nombreux trotskystes et d'autres courants de la gauche, une situation tragique dans laquelle Lénine et la direction bolchevique n'avaient pas d'autres choix possibles?

Au sujet de cette question, Pirani semble quelque peu ambivalent. D'un côté, il dit que si la direction bolchevique avait redonné de la vigueur à la démocratie des soviets et légalisé les autres partis socialistes, il est «*improbable que de tels choix eussent grandement modifié le cours de l'histoire russe*» (p. 240). Pour lui, l'échec des mouvements ouvriers à produire des changements révolutionnaires en dehors de Russie et les conditions économiques de pauvreté qui dominaient dans le pays empêchaient toute issue positive de la Révolution russe (p. 240).

D'un autre côté, il admet la possibilité que, si le gouvernement avait fait d'autres choix en 1921, il aurait pu se produire «*différents types de résistance à la réimposition de relations d'exploitation de classes et à l'établissement de la dictature*» (p. 241).

C'est précisément cette considération qui m'avait conduit dans mon livre *Before Stalinism* à suggérer un scénario politique alternatif. Soit un scénario politique qui aurait accompagné la Nouvelle politique économique (NEP) qui fut inaugurée en 1921.

Cela aurait impliqué la légalisation de tous les partis et groupes politiques disposés à accepter le système soviétique de gouvernement et à lui déclarer leur loyauté. Le gouvernement aurait aussi immédiatement fermé tous les camps de travail punitifs, placé la police secrète sous un strict contrôle judiciaire et proclamé une amnistie de toutes les personnes emprisonnées pour des délits politiques non violents.

En 2007, Alexandre Rabinowitch, l'historien qui avait publié le classique *The Bolsheviks Come to Power*, publia son nouveau livre *The Bolsheviks in Power*, qui décrit la première année du pouvoir révolutionnaire à Petrograd (voir compte rendu de cet ouvrage pp. 61-66).

Comme Pirani, Rabinowitch décrit plusieurs moments des pratiques non démocratiques de la direction bolchevique qui ne pouvaient pas être justifiées par la situation objective qui prévalait. Rabinowitch a également montré qu'il existait d'amples secteurs de la gauche en dehors du parti bolchevique qui étaient loyaux envers le système soviétique.

Pour moi, cela indique qu'il existait une réelle possibilité pour une ouverture politique comme je viens de l'indiquer. Bien sûr, plus le temps passait, l'incarcération, la déportation et les autres actions répressives prises par le gouvernement ont sans cesse réduit le temps à disposition et la «fenêtre d'opportunité» pour une telle initiative.

Comme la NEP, une telle politique alternative aurait pu être utilisée pour essayer de gagner du temps en espérant des améliorations ultérieures de l'économie russe et de meilleures perspectives à long terme d'une révolution qui aurait pu éclater dans les pays économiquement avancés d'Europe occidentale.

En 1921 et 1922, une telle politique aurait pu conduire à ce que les élections fassent perdre le pouvoir aux bolcheviques. Avant d'accepter une telle alternance de pouvoir, le gouvernement aurait pu exiger un certain nombre de conditions minimales préservant les acquis principaux de la Révolution d'Octobre.

Les bolcheviques auraient eu aussi un intérêt vital et légitime à garantir, pour le moins, l'intégrité physique de leurs membres et sympathisants, la liberté d'organisation du parti, particulièrement en ce qui concerne le soutien aux mouvements révolutionnaires dans les autres pays, ainsi que la prévention du chaos dans l'ensemble du pays. Une telle démarche n'aurait pas été totalement sans précédent. Après tout, en septembre 1917, dans un autre contexte il est vrai, Lénine avait exprimé être disposé à soutenir un gouvernement de Socialistes révolutionnaires et de mencheviques responsable exclusivement devant les soviets, les bolcheviques restant, eux, en dehors du gouvernement et se réservant leur pleine liberté organisationnelle pour mener leur propagande et leur agitation [11].

Au lieu de cela, l'alternative fut la dégénérescence bureaucratique progressive de la révolution et l'aliénation croissante de la direction politique de l'Etat par rapport à la masse de la population.

MONOPOLE INJUSTIFIÉ DU POUVOIR

Après avril 1917, contre les mencheviques et l'aile droite des Socialistes révolutionnaires, les bolcheviques affirmèrent que bien que la Russie ne fût pas économiquement prête pour le socialisme, il existait de réelles possibilités de révolution tant en Russie que dans les pays économiquement avancés d'Europe occidentale. Selon eux, ces révolutions victorieuses en Europe occidentale viendraient à l'aide de la république russe des ouvriers et paysans et le «pari révolutionnaire» était donc à la fois nécessaire et justifié.

La conversion de l'Internationale communiste [IIIe Internationale] à la stratégie du front unique au début des années 1920 indiqua que la direction russe ne considérait plus la révolution en Europe occidentale comme une possibilité à court terme. Par conséquent, le nécessaire pari avait été osé et il avait été perdu. Cela signifie que, après 1921, ce qui était à l'ordre du jour, c'était une nouvelle orientation tant politique qu'économique. >

[11] Voir à ce propos le texte de Lénine «Au sujet du compromis», 1^{er} septembre 1917, Œuvres, tome 25, pp. 334-335. (Rééd.)

Après la fin de la guerre civile, le gouvernement s'était passablement aliéné la paysannerie et le soutien dont il jouissait parmi les ouvriers était pour le moins précaire. Le parti communiste se retrouvait à régner sur un pays sans jouir du soutien d'une base sociale ferme et significative. Il n'est pas surprenant qu'il ait eu recours, sur le front de l'économie, à une stratégie de tolérance, en espérant susciter, en retour, une tolérance similaire de la part de la paysannerie et de la classe ouvrière.

Mais sur le front politique, par contre, le régime choisit au contraire d'employer les moyens administratifs bureaucratiques et la répression policière pour continuer sa mainmise monopolistique sur le pouvoir. On était bien loin de la république des ouvriers et des paysans qu'il avait envisagée en octobre de 1917. Il était clair également que toute détérioration de la situation économique, ce qui devait arriver tôt ou tard, ne laisserait plus au gouvernement que des moyens purement répressifs pour se maintenir au pouvoir.

Il y a des différences qualitatives entre le stalinisme et le léninisme au pouvoir, mais c'est pour les raisons évoquées ci-dessus que c'est bien ce dernier qui a politiquement désarmé la classe ouvrière ainsi que la paysannerie et les a rendus incapables de résister à l'écrasement par le stalinisme. Il est clair qu'après 1921 il n'y avait plus, si jamais il y avait eu, de justification socialiste et marxiste du monopole bolchevique du pouvoir.

Il est possible d'argumenter que cette position a l'avantage d'un regard rétrospectif basé sur des expériences historiques auxquelles n'avaient pas accès Lénine et le gros de la direction bolchevique. Ce reproche pourrait être valable selon ce que le critique socialiste d'aujourd'hui cherche à réaliser.

Si l'objectif consiste à tirer les leçons appropriées de la dégénérescence de la Révolution d'Octobre pour parfaire nos idées et pratiques politiques actuelles, alors le regard rétrospectif est non seulement valide mais nécessaire. Il nous permet d'appréhender avec plus de clarté les dangers que les acteurs des années 1920 n'avaient pas pu anticiper.

D'un autre côté, si ce que le critique cherche à accomplir consiste à effectuer le bilan politique du «léninisme au pouvoir», selon les propres critères de ce dernier, alors le problème de l'avantage d'une évaluation rétrospective doit être manié avec beaucoup de soin et selon des critères d'appréciation bien plus stricts. Néanmoins, même là, il y a bien des critiques qu'on peut légitimement formuler à l'égard du bilan politique du léninisme au pouvoir.

Ainsi, par exemple, même si on devait convenir que chaque cas de violation de la démocratie était justifié par la terrible situation économique, militaire et politique à laquelle Lénine et la direction bolchevique étaient confrontés, il faudrait néanmoins prendre note également de la tendance générale de cette direction à faire de nécessité vertu. Le problème n'est pas seulement qu'on a, dans la rhétorique, «tordu le bâton» temporairement, mais qu'on a converti des mesures d'urgence, qui étaient politiquement dangereuses, en institutions politiques permanentes de l'Etat post-révolutionnaire.

Que ce soit pour l'un ou l'autre de ces deux objectifs, pour regarder vers le futur ou pour réévaluer le passé, cet intéressant livre de Pirani est indispensable. ✱